



ACERWC
Comité Africain d'Experts sur les
Droits et le Bien-être de l'Enfant



**GROUPE DE TRAVAIL SUR LES
DROITS DE L'ENFANT
ET LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES**

FICHE DE SYNTHÈSE SUR L'IMPACT DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LES MERS ET LES OCÉANS AYANT TRAIT AUX DROITS DE L'ENFANT EN AFRIQUE

Juillet 2024

1. Océans et Mers: La Frontière du Développement de l'Afrique Menacée par les Changements Climatiques

L'Afrique est entourée par la Mer Méditerranée, la Mer Rouge, l'Océan Indien et l'Océan Atlantique. Sur les 55 États africains, 39 sont des états côtiers ayant accès aux 30 500 km de côtes du continent.ⁱ L'Afrique est également un continent doté de plusieurs grandes rivières et grands lacs.

L'importance des océans et des mers pour la vie humaine et la planète terre est incontestable. L'océan produit environ 50 % de l'oxygène dont nous avons besoin, absorbe 30 % des émissions de dioxyde de carbone et 90 % de l'excès de la chaleur

généralisé par ces émissions.ⁱⁱ Pour l'Afrique, les océans et les mers sont essentiels pour les moyens de subsistance et les activités économiques du littoral. Environ 90 % des importations et des exportations de l'Afrique se font par voie maritime.ⁱⁱⁱ Les opportunités offertes par l'économie bleue, qu'il s'agisse de la pêche, du pétrole, du tourisme ou du transport maritime, sont immenses.

Malgré les avantages et les possibilités qu'ils offrent, les changements climatiques (hausse du niveau de la mer, vagues de tempête, inondations) et l'activité humaine, (en raison de la surpêche illégale, de la piraterie, du trafic d'êtres humains et de drogues, de la croissance rapide de la population côtière) représentent des menaces considérables pour les écosystèmes océaniques de

l'Afrique, le tourisme côtier et marin, la sécurité maritime et, surtout, la sécurité, la survie et la protection de ses enfants.^{iv}

2. *Impact des changements climatiques sur les océans et les mers: Ce que cela signifie pour les enfants d'Afrique et leurs droits.*

Les océans et les mers sont de plus en plus menacés par les effets des changements climatiques. Les océans dû à l'excès de chaleur et d'énergie provoqué par les changements climatiques se traduit par l'acidification des océans, l'élévation du niveau des mers, les inondations, les vagues de tempête, l'érosion côtière et les glissements de terrain, ainsi que par la perte de la diversité marine, entre autres.^v

Dans ces circonstances, ce sont les régions côtières de faible altitude et leurs communautés, en particulier les enfants, qui sont les plus touchées. Par exemple, on craint que l'élévation du niveau de la mer n'affecte la survie des grandes villes côtières situées au niveau de la mer, telles que Lagos, Luanda, Dar es Salaam, Alexandrie, Abidjan, le Cap et Casablanca, où les enfants sont parmi ceux qui subissent le plus l'Impact de la situation^{vi}. Le Sixième Rapport sur

Journée Africaine des Mers et des Océans

Reconnaisant les opportunités et les défis significatifs de l'écosystème marin et côtier, l'Union Africaine a déclaré en 2015 la Journée Africaine des Mers et des Océans qui sera commémorée le 25 juillet de chaque année. La décennie 2015-2025 a également été retenue comme la "Décennie des Mers et Océans Africains" dans le but de sensibiliser aux opportunités et défis maritimes de l'Afrique et d'initier les actions nécessaires. Chaque année, le 25 juillet, l'Afrique commémore la Journée Africaine de la Mer et des Océans

l'Évaluation du Panel Intergouvernemental sur les Changements Climatiques (IPCC) suggère que, d'ici 2030, jusqu'à 116 millions d'Africains pourraient vivre dans de grandes villes côtières densément peuplées qui sont exposées à l'élévation du niveau de la mer^{vii}. Par ailleurs, les effets des changements climatiques affectent les moyens de subsistance des communautés côtières, en particulier les femmes et les enfants vulnérables. Le réchauffement des océans, la mauvaise gouvernance et la pêche illégale, par exemple, affecteront considérablement les moyens de subsistance de millions de

personnes qui travaillent dans le secteur de la pêche et de sa transformation, dans des pays tels que Madagascar^{viii} et le Mozambique^{ix}.

Les effets des changements climatiques se font surtout sentir dans les zones côtières, où la population a connu une croissance rapide au cours des dernières décennies. D'ici 2035, on estime qu'environ 143 millions de personnes supplémentaires vivront sur les côtes africaines ou à leur proximité^x. Les petits états insulaires en développement (PEID) d'Afrique, qui dépendent des ressources océaniques et halieutiques pour leur développement économique, leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance, figurent parmi les régions les plus vulnérables aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes^{xi}. La plupart des petits états insulaires en développement (PEID) sont également plus exposés au risque d'élévation du niveau des mers et d'inondations côtières, qui ont un impact disproportionné sur les enfants^{xii}.

Les chocs climatiques compromettent les droits des enfants à l'accès à l'air pur, à la nourriture et à l'eau potable, à l'éducation, au logement, à la liberté d'exploitation, et même leur droit à la survie^{xiii}. Ces effets sont encore plus prononcés sur les enfants vivant à

proximité des océans et des mers, notamment dans les zones côtières et dans les états insulaires, où la fréquence et la gravité des chocs climatiques sont beaucoup plus élevées. Avec l'augmentation de la température des océans, l'intensité des tempêtes, des ouragans et d'autres cyclones tropicaux dans ces régions se sont accrus, affectant des millions de personnes, en particulier les enfants qui portent souvent le plus touché par les conséquences les plus graves des changements climatiques et des phénomènes météorologiques extrêmes.

Avec la hausse du niveau de la mer, les vagues de tempête et les cyclones, le risque d'inondations côtière le long des côtes africaines s'accroît également. Globalement, environ 240 millions d'enfants sont fortement exposés aux inondations côtières^{xiv}. Compte tenu des vastes zones marines et côtières de l'Afrique, le nombre d'enfants touchés dans ces régions du continent risque d'être important. Environ 10 millions d'enfants vivent autour du lac Victoria, qui est sujet aux inondations^{xv}. Les inondations côtières exposent les habitations et les infrastructures, en particulier celles situées dans les zones côtières basses et densément peuplées, à des risques accrus de dommages, de destruction et de submersion. Dans les grands bassins fluviaux africains, la

fréquence des inondations centennales devrait augmenter pour atteindre une fois tous les 40 ans en cas de réchauffement climatique de 1,5°C et 2°C ^{xvi}.

Ces impacts des changements climatiques sur les océans et les mers menacent la jouissance des enfants de leurs droits à la santé, à la vie, à l'alimentation, à l'eau et à l'assainissement, à l'éducation, au logement, à la culture et au développement, entre autres.

3. Obligations des États Parties en matière de Protection des Droits de l'Enfant dans le Contexte des Changements Climatiques et de leur Impact sur les Mers et les Océans

Les États Africains ont l'obligation de placer les droits des enfants au centre de leurs politiques et de leurs prises de décision en matière de protection de l'environnement marin.

- **Agenda 2063: L'Afrique que nous voulons** reconnaît l'énorme potentiel de l'économie bleue en tant que catalyseur de la transformation socio-économique du continent. Elle met l'accent sur la croissance d'une industrie maritime à l'échelle de l'Afrique, sur le développement du transport maritime, fluvial et lacustre et de la pêche, ainsi que sur l'exploitation et les bénéfices des ressources minérales et autres des grands fonds marins.

- **La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP)**, qui s'applique également aux enfants, reconnaît et impose des obligations concernant le droit des personnes à "un environnement général satisfaisant et favorable à leur développement"
- **Le Préambule de la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant (CADBE)** reconnaît explicitement l'effet négatif des "catastrophes naturelles" sur les enfants en Afrique.
- **La Stratégie Maritime Intégrée pour l'Afrique à l'horizon 2050 (SMIA 2050)** qui a été adoptée par l'UA en 2015, fournit un cadre et une feuille de route importants pour la protection et l'utilisation durable des ressources maritimes de l'Afrique. L'une des principales actions identifiées dans la stratégie est la lutte contre la traite des personnes, en particulier des enfants et des femmes.
- **La Stratégie pour l'Economie Bleue en Afrique de 2018** est un autre instrument clé qui vise à fournir des orientations aux organes continentaux, aux CER, aux MR et aux États Membres sur le développement et l'utilisation de l'économie bleue de l'Afrique d'une manière durable. La stratégie accorde la priorité au renforcement de la résilience et à la réduction de la vulnérabilité des communautés (telles que les enfants)

aux changements climatiques et souligne l'importance de l'autonomisation des femmes et des jeunes dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture afin qu'ils puissent tirer profit des ressources.

- **La Charte Africaine sur la Sécurité et la Sûreté Maritimes et le Développement en Afrique (Charte de Lomé)** est une autre initiative continentale visant à encourager et à coordonner les efforts des États Africains en matière de sécurité et de sûreté maritimes, ainsi que de développement. Les États Membres de l'UA ont convenu d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques migratoires saines visant à éliminer la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, ainsi que le trafic de migrants par voie maritime.
- **L'avis Consultatif du Tribunal International du Droit de la Mer (TIDM)** sur les changements climatiques et le droit international reconnaît que les émissions de gaz à effet de serre constituent une forme de pollution marine et note que les états ont l'obligation de protéger l'environnement marin des effets des changements climatiques et de l'acidification des océans. L'avis consultatif est essentiel pour la mise en œuvre du droit à un environnement propre, sain et durable, dans le contexte des océans et des mers.

En conséquence, les états doivent protéger les droits des enfants contre les effets négatifs des changements climatiques dans le contexte des océans et des mers.

Villes africaines en voie de disparition

Villes africaines en voie de disparition

Plusieurs études mettent en garde contre le risque de submersion

partielle ou totale des villes côtières africaines de faible altitude en raison

de l'élévation du niveau de la mer et d'une capacité d'adaptation

insuffisante.

Au rythme actuel du réchauffement climatique, on prévoit que, entre autres, Lagos, au Nigeria (population estimée à 15,3 millions d'habitants), pourrait être partiellement ou totalement submergée ou subir de graves inondations d'ici à 2050, Alexandrie, en Égypte (5,2 millions d'habitants) d'ici 2030, Mombasa, au Kenya (1,2 million d'habitants) d'ici 2040, Dakar, au Sénégal (1. 1 million) d'ici 2040, Abidjan, Côte d'Ivoire (4,7 millions) d'ici 2050, Port Harcourt, Nigeria (1,1 million) d'ici 2040, Banjul, Gambie (31 000) d'ici 2030, Lomé, Togo (1,1 million) d'ici 2040, et Conakry, Guinée (1,6 million) d'ici 2040. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#), [ici](#) et [ici](#).

Notes de fin de page

ⁱGate, N. 2023. Ocean governance in Africa and Europe – an introduction. Africa Europe Foundation. February 6, 2023. Available at: <https://www.africaeuropefoundation.org/stories/ocean-governance-in-africa-and-europe-an-introduction>

ⁱⁱUnited Nations. The ocean – the world's greatest ally against climate change. Available at: <https://www.un.org/en/climatechange/science/climate-issues/ocean>

ⁱⁱⁱAU. 2012. 2050 Africa's Integrated Maritime Strategy. Accessed at: http://cggrps.org/wp-content/uploads/2050-AIM-Strategy_EN.pdf

^{iv}United Nations. Economic Commission for Africa; African Union Commission (2022). African Union climate change and resilient development strategy and action plan (2022-2032). Addis Ababa. UNECA. Available at: <https://hdl.handle.net/10855/47738>

^vUnited Nations. How is climate change impacting the world's ocean. Climate Action. Available at: <https://www.un.org/en/climatechange/science/climate-issues/ocean-impacts>

^{vi} Africa Centre for Strategic Studies. 2022. "Rising Sea Levels Besieging Africa's Booming Coastal Cities." Infographic, November 8, 2022. Available at: <https://africacenter.org/spotlight/rising-sea-levels-besieging-africas-booming-coastal-cities-lagos-dakar-alexandria-maputo-nile/>

^{vii}IPCC. 2022: Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, 3056 pp., doi:[10.1017/9781009325844](https://doi.org/10.1017/9781009325844).

^{viii}In Madagascar, artisanal (small scale) fisheries contributed about 7% of the gross domestic product (GDP) and directly supported the livelihoods of 1.5 million people.

^{ix}In Mozambique, the fisheries sector account for 4% of the GDP, supporting 5 million people.

*Ali, M., Elham. 2022. "Taking charge of Africa's oceans and blue resources." Op-Ed. Africa Renewal. 23 June 2022. Available at: <https://www.un.org/africarenewal/magazine/june-2022/taking-charge-africa%E2%80%99s-oceans-and-blue-resources>

^{xi}Cape Verde, Comoros, Guinea-Bissau, Mauritius, SaoTome and Principe, and Seychelles (Source: UN Department of Economic and Social Affairs. About Small Island Developing States (SIDS), accessed at: <https://sdgs.un.org/smallislands/about-small-island-developing-states>

^{xii}UNICEF. 2021. The Climate Crisis is a Child Rights Crisis: Introducing the Children's Climate Risk Index. New York: United Nations Children's Fund. Available at: <https://www.unicef.org/media/105376/file/UNICEF-climate-crisis-child-rights-crisis.pdf>

^{xiii}Ibid

^{xiv}UNICEF. 2021. The Climate Crisis is a Child Rights Crisis: Introducing the Children's Climate Risk Index. New York: United Nations Children's Fund. Available at: <https://www.unicef.org/media/105376/file/UNICEF-climate-crisis-child-rights-crisis.pdf>.

^{xv}Godfrey, S. and Tunhuma, F.A. 2020. The Climate Crisis: Climate Change Impacts, Trends and Vulnerabilities of Children in Sub Sahara Africa, United Nations Children's Fund Eastern and Southern Africa Regional Office, Nairobi. Available at: <https://reliefweb.int/report/world/climate-change-impacts-trends-and-vulnerabilities-children-sub-saharan-africa>

^{xvi}Africa Centre for Strategic Studies. 2022. Rising Sea Levels Besieging Africa's Booming Coastal Cities. Available at: <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2023/02/Rising-Sea-Levels-ENG.pdf>